

LETTRE DE Mathieu

8830326 G 11



N° 232
MARDI 6 SEPTEMBRE 1988
ISSN 0769 - 9786

Après deux tours pour chacune des élections présidentielle, législatives, cantonales, le référendum sur la Nouvelle-Calédonie sera le septième scrutin auquel les Français seront appelés en 1988. C'est beaucoup. J'en suis conscient. C'est trop, dit-on ça et là. Je ne partage pas ce point de vue.

Ce référendum est indispensable. C'est regrettable à dire, mais les Calédoniens ont été trop secoués par des législations successives, des politiques changeantes, des reniements de la parole de l'Etat pour accepter de s'engager sur une voie difficile avec comme seule garantie celle de dispositions susceptibles d'être remises en cause à tout instant. Non, ce dont les Calédoniens ont besoin, c'est d'une caution des Français eux-mêmes.

Or quand on se rappelle ce qu'était la situation voici encore quelques mois et depuis plusieurs années, situation qui nous avait entraînés dans une spirale pouvant conduire à un véritable bain de sang, on doit conclure que faire voter les Français une nouvelle fois est utile quand il s'agit de "déclarer la Paix".

Car il ne faut pas s'y tromper. L'image émouvante d'une poignée de main entre les adversaires de naguère, l'accueil chaleureux de la Nouvelle-Calédonie à une délégation gouvernementale, le sens retrouvé de la fraternité ne doivent pas faire regarder le problème comme réglé et le référendum comme une formalité. Il n'est pas une fin, mais un point de départ.

Tant d'embûches et d'obstacles subsistent sur la voie que les Calédoniens ont tracée qu'ils veulent être sûrs qu'elle mérite qu'ils s'y engagent résolument. Il leur faudra réapprendre à travailler ensemble, œuvrer au développement dans un contexte difficile, savoir en répartir les fruits équitablement, toutes choses qui exigeront bien des discussions, bien de la compréhension. Ils attendent en retour de se savoir soutenus par la communauté nationale, de la savoir solidaire de leur démarche, garante de sa poursuite et attentive à ses résultats.

Voilà le sens de cette consultation. Elle représente une gageure pour les Français ? Ils la comprennent. Elle représente une contrainte pour mes collègues les maires ? Ils l'assument. Les uns et les autres savent bien que, malgré les inconvénients, un référendum est indispensable pour appuyer le retour à la paix civile et bâtir un avenir de concorde.



DÉCLARER
LA PAIX